

Discours du Chancelier fédéral Olaf Scholz à l'Université Charles de Prague le 29 août 2022

Merci beaucoup pour votre aimable invitation ! C'est un grand honneur pour moi d'être ici dans ce lieu historique - en présence du fondateur de cette vénérable institution, pour ainsi dire - pour vous parler de l'avenir, de notre avenir, qui, je crois, peut se résumer en un seul mot : Europe.

Il n'y a probablement pas de meilleur endroit pour le faire qu'ici dans la ville de Prague, que dans cette université avec ses presque 700 ans d'histoire. « Ad fontes », c'est-à-dire aux sources, tel était l'appel des grands humanistes de la Renaissance européenne. Ceux qui se dirigent vers les sources de l'Europe viennent invariablement ici - dans cette ville dont l'héritage et le caractère sont plus européens que presque toutes les autres villes de notre continent. Cela est immédiatement évident pour chaque touriste américain ou chinois qui se promène sur le pont Charles jusqu'au château. C'est pourquoi nous sommes ici, car, au milieu de ses châteaux et ponts médiévaux, lieux de culte et cimetières catholiques, protestants et juifs, cathédrales gothiques et palais Art nouveau,

Si Prague est donc l'Europe en miniature, alors l'Université Charles est comme un chroniqueur de notre histoire européenne, si riche en ombres et lumières. Je ne saurais dire si son fondateur, l'empereur Charles IV, se considérait comme un Européen. Sa biographie suggère que ce fut le cas. Né avec le vieux prénom bohème "Václav", éduqué à Bologne et à Paris, fils d'un souverain de la maison de Luxembourg et d'une mère Habsbourg, empereur allemand, roi de Bohême et d'Italie. Ainsi, le fait que des Bohémiens, des Polonais, des Bavarois et des Saxons aient fait leur studium generale dans « son » université systématiquement aux côtés d'étudiants de France, d'Italie et d'Angleterre semble logique.

Mais parce que cette université est en Europe, elle a aussi dû subir les creux de l'histoire européenne : ferveur religieuse, division linguistique et culturelle et rationalisation idéologique sous les dictatures du XXe siècle. Ce sont les Allemands qui ont écrit le chapitre le plus sombre de cette histoire : la fermeture de l'université par les occupants nationaux-socialistes, l'assassinat d'étudiants protestataires et l'enlèvement dans des camps de concentration allemands de milliers de membres de l'université, qui y ont ensuite été assassinés. Ces crimes nous remplissent de douleur et de honte en tant qu'Allemands jusqu'à ce jour. Exprimer ce fait est une autre raison pour laquelle je suis ici aujourd'hui - d'autant plus que nous oublions souvent que le manque de liberté.

L'un des nombreux grands intellectuels que cette université a produits nous l'a rappelé à l'époque de la guerre froide. En 1983, Milan Kundera décrivait la « tragédie de l'Europe centrale », à savoir comment, après la Seconde Guerre mondiale, les Polonais, les Tchèques, les Slovaques, les Baltes, les Hongrois, les Roumains, les Bulgares et les Yougoslaves « se sont réveillés pour découvrir qu'ils étaient désormais à l'Est ». » – qu'ils avaient « disparu de la carte de l'Ouest ». Nous nous attaquons également à cet héritage - en particulier ceux d'entre nous qui se trouvaient du côté occidental du rideau de fer, non seulement parce que cet héritage fait partie de l'histoire européenne et donc de notre histoire commune en tant qu'Européens, mais aussi parce que l'expérience de citoyens d'Europe centrale et orientale - leur sentiment d'être oubliés et abandonnés derrière un rideau de fer - continue d'ailleurs à ce jour de faire de l'ombre.

En ce moment, nous nous demandons à nouveau où passera la ligne de partage entre cette Europe libre et une autocratie néo-impérialiste dans le futur. J'ai utilisé le mot « bassin versant » après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février. La Russie de Poutine veut redessiner les frontières avec la violence – quelque chose que nous, en Europe, n'avons jamais voulu revivre. L'attaque brutale contre l'Ukraine est donc aussi une attaque contre l'ordre sécuritaire de l'Europe. Nous résistons à cette attaque avec toute la détermination qui s'impose. Pour cela, nous avons besoin de notre propre force - en tant que pays individuels, dans l'alliance avec nos partenaires transatlantiques, mais aussi en tant qu'Union européenne.

Cette Europe unie est née comme un projet de paix au sein de l'Europe. Son objectif était de faire en sorte qu'une guerre n'éclate plus jamais entre ses États membres. Aujourd'hui, il nous appartient de continuer à développer cette promesse de paix – en permettant à l'Union européenne de sauvegarder sa

sécurité, son indépendance et sa stabilité également face aux défis extérieurs. Telle est la nouvelle mission de paix de l'Europe, Mesdames et Messieurs. C'est probablement ce que la plupart des citoyens attendent de l'Europe, à l'ouest comme à l'est de notre continent.

C'est donc un coup de chance que la présidence du Conseil de l'Union européenne soit actuellement assurée par la République tchèque, qui a reconnu depuis longtemps l'importance de cette mission et oriente l'Europe dans la bonne direction. La Tchéquie bénéficie du plein soutien de l'Allemagne à cet égard, et je me réjouis de travailler avec le Premier ministre Fiala pour trouver les bonnes réponses européennes à ce tournant décisif.

La première de ces réponses est que nous ne prenons pas pour acquis l'attaque de la Russie contre la paix en Europe. Nous ne resterons pas les bras croisés à regarder des femmes, des hommes et des enfants se faire tuer ou des pays libres être rayés de la carte et disparaître derrière des murs ou des rideaux de fer. Nous ne voulons pas revenir au 19^{ème} ou 20^{ème} siècle avec leurs guerres d'occupation et leurs dérives totalitaires.

Notre Europe est unie dans la paix et la liberté et est ouverte à toutes les nations européennes qui partagent nos valeurs. Mais c'est surtout un rejet actif de l'impérialisme et de l'autocratie. La devise de l'Union européenne n'est pas la suprématie ou la subordination, mais plutôt la reconnaissance de la diversité, l'égalité des chances entre tous ses membres, ainsi que la pluralité et l'équilibre des différents intérêts.

C'est précisément cette Europe unie qui est un tel anathème pour Poutine, car elle ne correspond pas à sa vision du monde, dans laquelle les petits pays sont contraints de se soumettre à une poignée de grandes puissances européennes. Il est d'autant plus important que nous défendions ensemble notre idée de l'Europe. C'est pourquoi nous soutenons l'Ukraine alors qu'elle est attaquée : économiquement, financièrement et politiquement, avec une aide humanitaire et aussi militairement. L'Allemagne a connu un changement fondamental sur cette question au cours des derniers mois. Nous maintiendrons ce soutien, de manière fiable et aussi longtemps qu'il le faudra.

Cela vaut également pour la reconstruction du pays détruit, qui sera une entreprise massive qui prendra des générations à accomplir. Cela nécessite une coordination internationale et une stratégie intelligente et fiable. Ce sera l'objet d'une conférence d'experts à laquelle la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et moi-même avons invité l'Ukraine et ses partenaires du monde entier à assister à Berlin le 25 octobre.

Dans les semaines et les mois à venir, nous enverrons en outre à l'Ukraine de nouvelles armes à la pointe de la technologie, telles que des systèmes de défense aérienne et de radar et des drones de reconnaissance. Notre dernier paquet de livraisons d'armes vaut à lui seul plus de 600 millions d'euros. Notre objectif, ce sont des forces armées ukrainiennes modernes capables de défendre leur pays de manière permanente.

Cependant, nous ne devons pas nous contenter de fournir à Kyiv ce dont nous pouvons nous-mêmes nous passer actuellement. Nous avons également besoin de plus de planification et de coordination ici. Avec les Pays-Bas, nous avons donc lancé une initiative visant à parvenir à une division du travail durable et fiable entre tous les partenaires de l'Ukraine. Je peux, par exemple, imaginer que l'Allemagne assumera une responsabilité particulière en termes de renforcement des capacités d'artillerie et de défense aérienne de l'Ukraine. Nous ne devrions pas perdre de temps pour parvenir à un accord sur un tel système de soutien coordonné, soulignant ainsi notre engagement en faveur d'une Ukraine libre et indépendante à long terme - comme nous l'avons fait lors du Conseil européen de juin lorsque nous nous sommes donné la main et avons dit "oui". .

Oui, l'Ukraine, la République de Moldavie et, plus tard, la Géorgie et, bien sûr, les six pays des Balkans occidentaux appartiennent à la partie libre et démocratique de l'Europe. Leur adhésion à l'UE est dans notre intérêt.

Je pourrais l'expliquer en termes démographiques ou économiques ou, comme Milan Kundera, d'un point de vue culturel, éthique ou moral. Toutes ces raisons sont valables. Mais ce qui est aujourd'hui plus clair que jamais, c'est la dimension géopolitique de cette décision. La *realpolitik* au XXI^e siècle ne signifie pas mettre des valeurs en veilleuse ou sacrifier des partenaires sur l'autel de compromis paresseux. La *realpolitik* doit signifier impliquer des amis et des partenaires partageant des valeurs communes et les soutenir afin d'être forts dans la compétition mondiale grâce à la coopération.

C'est d'ailleurs aussi ma compréhension de la proposition d'Emmanuel Macron pour une communauté politique européenne. Il va sans dire que nous avons le Conseil de l'Europe, l'OSCE, l'OCDE, le Partenariat oriental, l'Espace économique européen et l'OTAN. Tous ces forums sont importants au sein desquels nous, Européens, collaborons étroitement, même au-delà des frontières de l'UE. Ce qui manque, cependant, c'est un échange régulier au niveau politique - un forum dans lequel nous, chefs d'État et de gouvernement de l'UE et nos partenaires européens, nous rencontrons une ou deux fois par an pour discuter des questions clés qui affectent notre continent dans son ensemble, tels que la sécurité, l'énergie, le climat et la connectivité.

Un tel regroupement - et il est très important pour moi de le souligner - n'est pas une alternative au processus d'élargissement à venir de l'UE. Après tout, nous avons donné notre parole à nos candidats à l'adhésion - et, dans le cas des pays des Balkans occidentaux, c'était il y a près de 20 ans. Et ces paroles doivent enfin être suivies d'actes.

Nombreux sont ceux qui ont appelé à juste titre ces dernières années à une Union européenne plus forte, plus souveraine et géopolitique, à une Union consciente de sa place dans l'histoire et la géographie de ce continent et agissant avec force et cohésion dans le monde. Les décisions historiques prises ces derniers mois nous ont rapprochés de cet objectif. Nous avons imposé des sanctions de grande envergure à la Russie de Poutine avec une détermination et une rapidité sans précédent. En contournant les débats typiques du passé, nous avons accueilli chez nous des millions de femmes, d'hommes et d'enfants d'Ukraine qui cherchaient refuge. La République tchèque et d'autres pays d'Europe centrale en particulier ont démontré leur grand cœur et leur grande solidarité. Vous avez mon plus grand respect pour cela.

Et nous avons insufflé une nouvelle vie au mot solidarité également dans d'autres domaines. Nous travaillons plus étroitement ensemble dans le domaine de l'approvisionnement énergétique. Il y a quelques semaines à peine, nous avons adopté des objectifs européens de réduction de la consommation de gaz. Ces deux choses sont essentielles en vue de l'hiver à venir, et l'Allemagne en particulier est très reconnaissante de cette solidarité.

Vous êtes tous conscients de la détermination avec laquelle l'Allemagne s'emploie actuellement à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'approvisionnement en carburant de la Russie. Nous construisons des capacités alternatives d'importation de gaz naturel liquide et de pétrole brut. Et nous le faisons dans un esprit de solidarité – également en gardant à l'esprit les besoins des pays enclavés tels que la République tchèque. C'est la promesse que j'ai faite au Premier ministre Fiala lors de sa visite à Berlin au mois de mai, et nous soulignerons sans doute cette solidarité encore une fois lors de notre rencontre d'aujourd'hui. Après tout, la pression du changement sur nous, Européens, est appelée à augmenter, indépendamment de la guerre russe et de ses impacts. Dans un monde qui abritera huit - et peut-être dix - milliards de personnes à l'avenir, chacun de nos États-nations européens est, pris isolément, bien trop petit pour défendre seul ses intérêts et ses valeurs. Créer une Union européenne qui agit de concert est donc d'autant plus important pour nous.

Des partenaires solides, en premier lieu les États-Unis, sont également d'autant plus importants. Le fait qu'un transatlantique porteur de carte sous les traits du président Biden soit à la Maison Blanche ces jours-ci est une bénédiction pour nous tous. Nous avons été témoins de la valeur indispensable du partenariat transatlantique au cours des derniers mois. L'OTAN est plus unie aujourd'hui que jamais ; nous prenons des décisions côte à côte dans l'alliance transatlantique. Mais malgré tout ce que le président Biden en particulier a fait pour notre partenariat, nous savons en même temps que le regard de

Washington est aussi de plus en plus tourné vers la concurrence avec la Chine et vers la région Asie-Pacifique. Ce sera également le cas pour les futurs gouvernements américains, peut-être même davantage.

Ce sera également le cas pour les futurs gouvernements américains – peut-être même plus encore. Nous investirons dans de nouveaux partenariats – en Asie, en Afrique et en Amérique latine. La diversification politique et économique fait d'ailleurs également partie de la réponse à la question de savoir comment traiter la superpuissance chinoise et la triade « partenaire, concurrent et rival ».

L'autre partie de cette réponse est que nous devons exercer beaucoup plus fortement le poids de notre Europe unie. Ensemble, nous avons toutes les chances de contribuer à façonner et à façonner le XXI^e siècle dans notre propre veine, européenne - en tant qu'Union européenne de 27, 30 ou 36 pays, qui comptera alors plus de 500 millions de citoyens libres jouissant de droits égaux, avec le plus grand marché intérieur du monde, avec des instituts de recherche de premier plan, des innovations et des entreprises innovantes, avec des démocraties stables, avec une protection sociale et une infrastructure publique sans équivalent dans le monde. C'est l'ambition que j'associe à une Europe géopolitique.

L'expérience des mois passés montre en effet que les blocages peuvent être surmontés. Les règles européennes peuvent être modifiées – en très peu de temps, si besoin est. Et même les traités européens ne sont pas immuables. Si, ensemble, nous arrivons à la conclusion qu'il faut modifier les traités pour que l'Europe progresse, alors nous devons le faire.

Cependant, des discussions abstraites à ce sujet ne nous aideront pas. Il est plutôt important que nous examinions ce qui doit être changé et que nous décidions ensuite concrètement comment procéder. « La forme suit la fonction » : cette devise de l'architecture moderne doit également être prise en compte de toute urgence dans la politique européenne.

Il est naturel à mon avis que l'Allemagne fasse des propositions à cette fin et évolue avec son temps. C'est donc une autre raison pour laquelle je suis ici, dans la capitale de la Présidence du Conseil de l'Union européenne – pour vous présenter, ainsi qu'à nos amis européens, certaines de mes idées pour l'avenir de notre Union. Ce sont des idées, attention, des offres, des pistes de réflexion – pas des solutions allemandes toutes faites.

Je pense que la responsabilité de l'Allemagne vis-à-vis de l'Europe consiste à travailler sur des solutions avec nos voisins, puis à prendre des décisions ensemble. Je ne veux pas d'une UE de clubs ou de directions exclusives, mais d'une UE dont les membres jouissent de droits égaux.

Et je souhaite ajouter très clairement que le fait que l'UE continue de croître vers l'Est est une situation gagnant-gagnant pour tout le monde. L'Allemagne, en tant que pays au cœur du continent, fera tout ce qui est en son pouvoir pour rapprocher l'Est et l'Ouest, le Nord et le Sud de l'Europe.

Dans cet esprit, je voudrais partager avec vous les quatre réflexions suivantes.

Premièrement, je suis attaché à l'élargissement de l'Union européenne aux pays des Balkans occidentaux, ainsi qu'à l'Ukraine, à la Moldavie et, plus tard, à la Géorgie.

Une UE avec 30 ou 36 États membres sera cependant différente de l'Union d'aujourd'hui. Cela va sans dire. Le centre de l'Europe se déplace vers l'est, pourrait-on dire, en s'inspirant du livre de l'historien Karl Schlögel. Dans cette Union élargie, les différences entre les États membres vont s'accroître en ce qui concerne les intérêts politiques, le poids économique et les systèmes de sécurité sociale. L'Ukraine n'est pas le Luxembourg et le Portugal voit les défis du monde différemment de la Macédoine du Nord. Avant tout, les pays candidats sont tenus de remplir les critères d'adhésion. Nous les soutiendrons dans cette entreprise au mieux de nos capacités. Mais nous devons aussi rendre l'UE elle-même apte à cet élargissement majeur. Cela prendra du temps, c'est pourquoi nous devons commencer ce processus maintenant. Comme nous l'avons vu lors des cycles d'élargissement précédents, les réformes dans les

pays candidats sont allées de pair avec des réformes institutionnelles au sein de l'Union européenne. Ce sera également le cas cette fois-ci.

Nous ne pouvons pas nous dérober à ce débat – pas si nous sommes sérieux au sujet des perspectives d'adhésion en tout cas. Et nous devons prendre nos promesses d'adhésion au sérieux car c'est la seule façon pour nous d'atteindre la stabilité sur notre continent. Parlons donc des réformes.

Une action rapide et pragmatique s'impose au Conseil de l'UE, au niveau des ministres. Cela doit être assuré également à l'avenir. Là où l'unanimité est requise aujourd'hui, le risque qu'un pays individuel utilise son veto et empêche tous les autres d'aller de l'avant augmente avec chaque Etat membre supplémentaire. Quiconque croit autre chose est dans le déni de la réalité de l'Europe.

J'ai donc proposé un passage progressif au vote à la majorité dans la politique étrangère commune, mais aussi dans d'autres domaines, comme la politique fiscale – sachant très bien que cela aurait aussi des répercussions pour l'Allemagne. Nous devons nous rappeler que prêter serment d'allégeance au principe de l'unanimité ne fonctionne que tant que la pression pour agir est faible. Mais au plus tard depuis ce tournant, ce n'est plus le cas.

L'alternative au vote majoritaire ne serait d'ailleurs pas de s'en tenir au statu quo. Au lieu de cela, il s'agirait d'avancer dans des groupes de plus en plus diversifiés, avec une jungle de règles différentes et des opt-in et opt-out compliqués. Ce ne serait pas une forme d'intégration différenciée. Au lieu de cela, ce serait un enchevêtrement déroutant – et une invitation à tous ceux qui veulent parier contre une Europe géopolitique unie et nous monter les uns contre les autres. Je ne veux pas ça !

Mon soutien au vote à la majorité a parfois fait l'objet de critiques, et je comprends assez bien les préoccupations des petits États membres en particulier. À l'avenir aussi, chaque pays devra être écouté – tout autre chose serait une trahison de l'idée européenne. Et parce que je prends ces préoccupations très au sérieux, mon message est le suivant : cherchons ensemble des compromis ! Je pourrais imaginer, par exemple, commencer par le vote à la majorité dans des domaines où il est particulièrement important que nous parlions d'une seule voix – dans la politique des sanctions, par exemple, ou sur les questions relatives aux droits de l'homme. De plus, je veux que nous ayons le courage de nous engager dans une abstention constructive. Je pense que nous, les Allemands et tous ceux qui sont convaincus du vote à la majorité, avons ici une obligation. Si autant de personnes que possibles poursuivent cette idée.

Le Parlement européen ne pourra pas non plus se dérober aux réformes. C'est pour une bonne raison que les traités prévoient un plafond de 751 députés. Nous dépasserons ce nombre lorsque de nouveaux pays rejoindront l'UE, en tout cas lorsque nous élargirons le Parlement des sièges auxquels les nouveaux États membres auraient droit en vertu des règles en vigueur à ce jour. Si nous ne voulons pas que le Parlement européen s'engorge, nous avons besoin d'un nouvel équilibre en ce qui concerne sa composition, et nous devons le faire en respectant également le principe démocratique selon lequel chaque vote électoral a à peu près le même poids.

Enfin et surtout, le juste équilibre entre représentation et fonctionnalité est également en jeu au sein de la Commission européenne. Une Commission avec 30 ou 36 commissaires atteindrait les limites de sa capacité de fonctionnement. Si, de plus, nous insistions pour que chaque commissaire soit responsable d'un domaine politique distinct, cela conduirait - si vous me permettez d'évoquer un autre grand fils de cette ville - à une situation kafkaïenne.

En même temps, je sais à quel point il est important que tous les États membres soient représentés à Bruxelles par « leur » commissaire. C'est aussi important car cela montre que tout le monde a sa place autour de la table à Bruxelles. Tout le monde prend des décisions ensemble. C'est pourquoi je ne veux pas changer le principe « d'un commissaire par pays ». Mais qu'y a-t-il de mal à avoir deux commissaires conjointement responsables d'une direction générale ? Ce n'est pas seulement une caractéristique du travail quotidien dans les organes décisionnels des entreprises du monde entier. De telles solutions existent également dans les gouvernements d'un certain nombre d'États membres – tant dans la représentation externe que dans la répartition interne des responsabilités.

Cherchons donc de tels compromis – pour une Europe qui fonctionne !

La deuxième réflexion que je souhaite partager avec vous est liée à un terme dont nous avons souvent parlé ces dernières années : la souveraineté européenne.

Mon intérêt ici n'est pas dans la sémantique. Après tout, ce que signifie essentiellement la souveraineté européenne, c'est que nous devenons plus autonomes dans tous les domaines ; que nous assumons une plus grande responsabilité pour notre propre sécurité; que nous travaillions plus étroitement ensemble et que nous soyons encore plus unis dans la défense de nos valeurs et de nos intérêts à travers le monde. Nous ne sommes pas seulement contraints de le faire par l'attaque de la Russie contre l'ordre de paix européen. J'ai déjà mentionné les dépendances dans lesquelles nous nous sommes embarqués. Les importations russes d'énergie en sont un exemple particulièrement frappant, mais elles sont loin d'être le seul. Prenons, par exemple, les pénuries d'approvisionnement en semi-conducteurs. Nous devons mettre un terme à ces dépendances unilatérales aussi vite que possible !

L'Europe doit sa prospérité au commerce. Nous ne devons pas laisser ce domaine à d'autres. Nous avons donc besoin d'accords de libre-échange supplémentaires et durables et d'un programme commercial ambitieux.

Quand on parle d'approvisionnement en ressources minérales ou en terres rares, on pense surtout aux pays d'origine éloignés de l'Europe. Cependant, un fait essentiel est souvent négligé, à savoir qu'une grande partie du lithium, du cobalt, du magnésium et du nickel dont nos entreprises dépendent si désespérément se trouve déjà ici en Europe. Dans chaque téléphone mobile, dans chaque batterie de voiture, de précieuses ressources attendent d'être exploitées. Ainsi, lorsque nous parlons de souveraineté économique, nous devrions également parler de l'utilisation de ce potentiel beaucoup plus efficacement que nous ne le faisons déjà. La technologie pour le faire est déjà en place. Ce dont nous avons besoin, ce sont des normes communes pour la transition vers une véritable économie circulaire européenne - ce que j'appelle une mise à jour stratégique de notre marché intérieur.

L'indépendance économique ne signifie pas l'autosuffisance. Tel ne peut être l'objectif d'une Europe qui a toujours bénéficié, et continue de bénéficier, de marchés et d'échanges ouverts. Mais nous avons besoin d'un plan de match - quelque chose comme une stratégie Made in Europe 2030.

Cela signifie à mes yeux que, dans les régions où l'Europe a pris du retard sur la Silicon Valley, Shenzhen, Singapour ou Tokyo, nous voulons lutter pour revenir au sommet.

Grâce à un réel et important effort européen, nous avons déjà avancé sur les puces et les semi-conducteurs si vitaux pour notre industrie. Ce n'est que récemment, par exemple, qu'Intel a annoncé son intention d'investir des milliards en France, en Pologne, en Allemagne, en Irlande et en Espagne – un grand pas vers une nouvelle génération de microprocesseurs « fabriqués en Europe ». Et ce n'est que le début. Avec des entreprises comme Infineon, Bosch, NXP et GlobalFoundries, nous travaillons sur des projets qui feront de l'Europe un leader mondial de la technologie.

En effet, notre ambition ne se limitera pas à fabriquer en Europe des choses qui peuvent aussi être produites ailleurs. Je veux une Europe qui ouvre la voie sur les technologies clés importantes.

Prenons la mobilité future. Les données joueront un rôle crucial, non seulement pour les systèmes de conduite autonome, mais aussi dans la coordination des différents moyens de transport et la gestion intelligente des flux de trafic. C'est pourquoi nous avons besoin dès que possible d'un espace européen unique et transfrontalier pour les données de mobilité. Nous avons démarré en Allemagne avec le Mobility Data Space. Relions-le à toute l'Europe. Il est ouvert à tous ceux qui veulent faire bouger quelque chose. De cette façon, nous pouvons être des pionniers mondiaux.

En matière de numérisation, nous devons voir grand – et inclure l'espace. Après tout, la souveraineté à l'ère numérique dépendra des capacités spatiales. L'accès indépendant à l'espace, les satellites modernes et les méga-constellations - tous ces éléments sont cruciaux non seulement pour notre sécurité mais aussi pour l'action environnementale, l'agriculture et, surtout, pour la transition numérique - je pense à l'internet paneuropéen à large bande.

Les acteurs commerciaux et les start-up y jouent un rôle de plus en plus important, comme on le voit aux États-Unis. C'est en partie la raison pour laquelle, dans l'intérêt d'un secteur spatial européen fort et compétitif, nous devons promouvoir ces entreprises innovantes aux côtés des acteurs établis. Ce n'est qu'alors qu'il y aura une chance que le prochain SpaceX soit une entreprise européenne.

Enfin et surtout, notre grand objectif de devenir une Union européenne climatiquement neutre d'ici 2050 nous offre une énorme opportunité, à savoir être le premier acteur dans un domaine qui est crucial pour l'avenir de l'humanité - en développant et en faisant mûrir les technologies ici en Europe qui sont nécessaires et utilisés dans le monde entier.

Sur l'électricité, je pense à la création des infrastructures de réseau et de stockage d'un véritable marché intérieur de l'énergie qui approvisionne l'Europe en hydroélectricité du Nord, en éolien des côtes et en solaire du Sud, de manière fiable, été comme hiver.

Je pense à un réseau européen d'hydrogène reliant producteurs et consommateurs et déclenchant un boom européen de l'électrolyse. Ce n'est qu'en exploitant l'hydrogène que le secteur industriel pourra devenir climatiquement neutre.

Je pense au réseau le plus dense possible de points de recharge de véhicules dans chacun de nos pays, pour les voitures électriques, mais aussi pour les poids lourds.

Et je pense à l'investissement dans de nouveaux carburants d'aviation neutres pour le climat et dans les infrastructures associées, par exemple dans les aéroports, afin que l'objectif d'un transport aérien neutre pour le climat ne reste pas un rêve mais devienne une réalité - avec ses origines ici en L'Europe .

Cette transformation environnementale et numérique de notre économie nécessitera des investissements privés considérables. La base en est un marché européen des capitaux solide et solvable et un système financier stable. L'union des marchés des capitaux et l'union bancaire sont donc cruciales pour notre prospérité future.

Mesdames et Messieurs, tout cela est une étape vers la souveraineté européenne.

Permettez-moi d'aborder un autre point, car il joue un rôle crucial dans la souveraineté et en ce qui concerne la guerre en Europe de l'Est. Nous avons besoin d'une meilleure synergie en Europe entre nos efforts de défense.

Par rapport aux États-Unis, il y a beaucoup plus de systèmes d'armes différents dans l'UE. C'est inefficace, car cela signifie que nos troupes doivent s'entraîner sur de nombreux systèmes différents. L'entretien et la réparation sont également plus coûteux et difficiles.

La réduction non coordonnée des forces armées européennes et des budgets de défense du passé devrait maintenant être suivie d'une croissance coordonnée des capacités européennes. Outre la fabrication et l'approvisionnement en commun, cela nécessitera que nos entreprises coopèrent encore plus étroitement sur les projets d'armement. Cela rend indispensable une coordination encore plus étroite au niveau européen. Il est donc grand temps d'avoir des réunions séparées à Bruxelles non seulement de nos ministres de l'agriculture et de l'environnement. En ces temps, nous avons besoin d'un Conseil séparé des ministres de la défense.

Pour améliorer très concrètement la collaboration de nos armées, nous disposons déjà de plusieurs outils. Aux côtés de l'Agence européenne de défense et du Fonds de défense, je pense notamment à une coopération comme celle déjà pratiquée au sein de l'OCCAR, l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement. De la même manière que nous avons commencé l'ouverture des frontières de l'espace Schengen avec sept pays à l'époque, l'OCCAR peut devenir le noyau d'une Europe de la défense et de l'armement communs.

Pour cela, nous devons revoir toutes nos mises en garde et réglementations nationales, telles que celles relatives à l'utilisation et à l'exportation de systèmes fabriqués en commun. Mais cela doit être rendu possible dans l'intérêt de notre sécurité et de notre souveraineté, qui dépendent en définitive des capacités d'armement européennes.

L'OTAN demeure le garant de notre sécurité. Pourtant, il est également juste de dire que chaque amélioration, chaque pas vers une plus grande compatibilité entre les structures de défense européennes dans le cadre de l'UE, renforce l'OTAN.

Nous devrions tirer les leçons de ce qui s'est passé en Afghanistan l'été dernier. À l'avenir, l'UE doit être en mesure de réagir rapidement et efficacement. L'Allemagne travaillera donc avec d'autres partenaires de l'UE pour s'assurer que la force de déploiement rapide de l'UE prévue est prête à être déployée en 2025 – et fournira les troupes de base pour celle-ci. Cela nécessitera une structure de commandement et de contrôle claire. Nous devons par conséquent doter la capacité permanente de planification et de conduite de l'UE – et, à moyen terme, un véritable siège de l'UE – de toutes les ressources financières, humaines et technologiques nécessaires. L'Allemagne assumera cette responsabilité lorsque nous dirigerons la force de réaction rapide en 2025.

Nous devons finalement assouplir nos processus de prise de décision politique, surtout en temps de crise. Pour moi, cela signifie exploiter pleinement la marge de manœuvre offerte par les traités de l'UE. Oui, cela implique notamment d'utiliser encore plus la possibilité de confier des missions à des groupes d'États membres prêts à les entreprendre, appelés coalitions de volontaires. C'est la division du travail de l'UE dans son meilleur sens.

Il a déjà été convenu que l'Allemagne soutiendrait la Lituanie avec une brigade rapidement déployable et l'OTAN avec des forces supplémentaires à haut niveau de préparation. Nous soutenons la Slovaquie, entre autres, dans le domaine de la défense aérienne. Nous indemnisons la République tchèque et d'autres pays avec des chars de construction allemande pour leur fourniture de chars soviétiques à l'Ukraine. En même temps, nous avons conclu un accord pour que nos forces armées collaborent beaucoup plus étroitement. Les 100 milliards d'euros avec lesquels nous, en Allemagne, moderniserons la Bundeswehr dans les années à venir renforceront également la sécurité européenne et transatlantique. Nous avons beaucoup de retard à rattraper en Europe en matière de défense contre les menaces aériennes et spatiales. C'est pourquoi, en Allemagne, nous allons investir de manière très importante dans notre défense aérienne au cours des années à venir. Toutes ces capacités seront déployables dans le cadre de l'OTAN. Dans le même temps, l'Allemagne concevra dès le départ cette future défense aérienne de manière à ce que nos voisins européens puissent être impliqués s'ils le souhaitent - tels que les Polonais, les Baltes, les Néerlandais, les Tchèques, les Slovaques ou nos partenaires scandinaves. Non seulement un système de défense aérienne développé conjointement en Europe serait plus efficace et plus rentable que si chacun de nous construisait ses propres systèmes coûteux et très complexes ; ce serait aussi un gain de sécurité pour l'Europe dans son ensemble.

Le troisième grand domaine nécessitant une action que je vois pour l'Europe découle du récent moment décisif – et va simultanément bien au-delà. La Russie de Poutine semble devoir continuer à se définir par opposition à l'Europe. Toute désunion entre nous, toute faiblesse, apporte de l'eau au moulin de Poutine. D'autres autocrates l'imitent. Il suffit de regarder la façon dont le dictateur biélorusse Loukachenko a tenté de nous mettre sous pression politique l'année dernière à travers la souffrance de milliers de réfugiés et de migrants du Moyen-Orient. La Chine ainsi que d'autres exploitent les flancs que nous, Européens, exposons lorsque nous ne sommes pas d'accord.

Les conséquences pour l'Europe pourraient se résumer ainsi : il faut resserrer les rangs, résoudre les anciens conflits et trouver de nouvelles solutions. Cela peut sembler évident, mais il y a beaucoup de travail derrière ces mots. Ne prenez que les deux domaines qui ont causé probablement les plus grandes tensions entre les États membres au cours des années passées : la politique migratoire et la politique financière.

Nous sommes capables de faire avancer la politique migratoire ; nous l'avons prouvé après l'attaque de la Russie contre l'Ukraine. L'UE a activé sa directive sur la protection temporaire pour la première fois. La réalité derrière ce nom obscur est, pour des millions d'Ukrainiens, un peu de normalité loin de chez eux : un permis de séjour rapide et sûr, la possibilité de travailler, le droit d'aller à l'école ou dans une université comme celle-ci.

Les gens viendront également en Europe à l'avenir, qu'ils cherchent à se protéger de la guerre et des poursuites judiciaires ou à la recherche d'un travail et d'une vie meilleure. L'Europe reste une destination de rêve pour des millions de personnes à travers le monde. D'une part, c'est la preuve éclatante de l'attractivité de notre continent. En même temps, c'est une réalité à laquelle nous, Européens, devons faire face. Cela signifie gérer la migration sur le long terme, au lieu de toujours réagir aux crises au coup par coup. Cela signifie également réduire la migration irrégulière et permettre simultanément aux personnes de migrer légalement. Car nous avons besoin de l'immigration. Nous constatons actuellement dans nos aéroports, nos hôpitaux et dans de nombreuses entreprises que nous manquons de main-d'œuvre qualifiée partout.

Un certain nombre de points me paraissent essentiels.

Premièrement, nous avons besoin de partenariats plus contraignants avec les pays d'origine et de transit – en tant que partenaires égaux. Si nous offrons aux travailleurs plus de voies légales vers l'Europe, il faut en retour que les pays d'origine soient plus disposés à permettre à leurs propres citoyens de revenir lorsqu'ils n'ont pas le droit de rester.

Deuxièmement, une politique migratoire efficace inclut une protection des frontières extérieures à la fois efficace et conforme à nos normes en matière d'État de droit. L'espace Schengen - voyage, vie et travail sans frontières - tient ou tombe avec cette protection. Schengen est l'une des plus grandes réalisations de l'Union européenne, et nous devons le protéger et le développer. Cela signifie, incidemment, combler les lacunes qui subsistent. La Croatie, la Roumanie et la Bulgarie remplissent toutes les conditions techniques pour devenir membres à part entière. Je travaillerai pour qu'ils deviennent membres à part entière.

Troisièmement, l'Europe a besoin d'un régime d'asile fondé sur la solidarité et à l'abri des crises. Nous avons le devoir d'offrir un foyer sûr aux personnes qui ont besoin de protection. Sous la présidence française de ces derniers mois, nous nous sommes mis d'accord sur une approche par étapes. Maintenant, le Parlement européen devrait également lui accorder l'attention qu'il mérite. La présidence tchèque peut compter sur notre plein soutien dans les négociations avec le Parlement.

Enfin, nous devrions être plus rapides qu'auparavant en donnant aux personnes qui se trouvent légalement dans l'UE en tant que bénéficiaires d'une protection la possibilité de prendre un emploi dans d'autres États membres de l'UE – pour utiliser leurs compétences là où elles sont nécessaires. Parce que nous ne sommes pas naïfs, nous devons en même temps prévenir les abus dans les cas, par exemple, où il n'y a pas de véritable désir de travailler. Si nous y parvenons, la liberté de mouvement n'entraînera pas de systèmes de sécurité sociale submergés. Ainsi, nous assurerons un soutien public durable à cette grande liberté européenne.

Mesdames et Messieurs, le domaine qui, à côté de la politique migratoire, nous a le plus divisés, nous Européens, ces dernières années est la politique budgétaire. Cependant, le programme de relance historique convenu pendant la crise du COVID marque un tournant. Pour la première fois, nous avons conjointement donné une réponse européenne et soutenu des programmes nationaux d'investissement et

de réforme avec des fonds de l'UE. Nous avons convenu d'investir ensemble pour renforcer les économies de nos pays. Incidemment, cela nous aide également dans la crise actuelle.

L'idéologie a fait place au pragmatisme. Nous devrions prendre cela comme guide lorsque nous examinons comment développer nos règles communes au-delà du contexte de la crise du COVID. Une chose est claire : un espace monétaire commun a besoin de règles communes qui puissent être respectées et vérifiées. Cela génère de la confiance et rend possible la solidarité en cas d'urgence.

Les crises de ces dernières années ont maintenant entraîné une augmentation des niveaux d'endettement dans tous les États membres. Nous avons donc besoin d'un accord sur la manière dont nous entendons faire baisser ces niveaux élevés. Cet accord doit être contraignant, faciliter la croissance et être politiquement commercialisable. En même temps, elle doit permettre à tous les États membres de l'UE de faire face à la transformation de nos économies par le biais de l'investissement.

Au début du mois, nous, le gouvernement allemand, avons présenté notre vision du développement ultérieur des règles européennes en matière de dette. Il suit cette logique. Nous voulons en parler ouvertement avec tous nos partenaires européens – sans préjugés, sans sermonner, sans culpabiliser. Nous voulons discuter ensemble de ce à quoi pourrait ressembler un règlement durable après ce moment décisif. Quelque chose de très fondamental est en jeu ici. Il s'agit de donner aux gens la certitude que notre monnaie est sûre et irréversible - qu'ils peuvent compter sur leurs États et sur l'Union européenne même en temps de crise.

L'un des meilleurs exemples de notre récent succès dans ce domaine est le programme européen SURE. Nous l'avons mis en place pendant la crise du COVID pour financer des dispositifs de réduction du temps de travail. Plus de 30 millions de personnes à travers l'UE en ont bénéficié, ce qui équivaut à un travailleur sur sept qui aurait sans doute été sans emploi. Dans le même temps, la création de cette incitation au niveau européen nous a permis d'introduire le modèle réussi de réduction du temps de travail presque partout en Europe. Le résultat est un marché du travail plus robuste et des entreprises plus saines dans toute l'Europe. C'est ainsi que j'envisage des solutions pragmatiques en Europe, aujourd'hui et demain.

Ce moment décisif devrait amener la politique européenne à chercher à construire des ponts plutôt qu'à ouvrir des tranchées. Le public attend une UE à la hauteur. Les résultats de la Conférence sur l'avenir le montrent très clairement. Le public attend des choses très concrètes de l'UE : plus de rapidité dans l'action climatique, par exemple ; nourriture saine ; chaînes d'approvisionnement durables ; et de meilleures protections pour les travailleurs. Bref, ils attendent la « solidarité de fait » dont parlait déjà la déclaration Schuman de 1950. A nous de continuer à articuler les arguments de cette solidarité de fait et de l'adapter aux enjeux des temps qui changent.

Dans les décennies fondatrices de notre Europe unie, cela signifiait principalement rendre la guerre entre les membres impossible grâce à une intégration économique toujours plus étroite. Le fait que cela ait réussi est au crédit historique durable de notre syndicat. Dans les années qui ont suivi, cependant, le projet pour la paix est également devenu un projet paneuropéen pour la liberté et la justice. C'est d'abord grâce aux pays qui n'ont rejoint notre communauté que plus tard: les Espagnols, les Grecs et les Portugais, qui se sont tournés vers une Europe de liberté et de démocratie après des décennies de dictature, puis les peuples d'Europe centrale et orientale, dont la lutte pour la liberté, les droits de l'homme et la justice gagnés pendant la guerre froide. Parmi eux se trouvaient de nombreux étudiants courageux de cette université, dont l'appel à la liberté par une sombre nuit de novembre 1989 était si fort qu'il est devenu une révolution.

Paix et liberté, démocratie et État de droit, droits de l'homme et dignité humaine – ces valeurs de l'Union européenne sont un héritage que nous avons acquis ensemble. En ce moment de tous les temps, face à la menace renouvelée pour la liberté, le pluralisme et la démocratie à l'est de notre continent, nous ressentons particulièrement fortement ce lien.

Les États sont entretenus par les idéaux qui les ont fait naître – c'est l'un des professeurs les plus célèbres de cette université qui a exprimé cette idée : Tomáš Masaryk, qui deviendra plus tard président de la Tchécoslovaquie. Cette phrase s'applique aux États, mais elle s'applique également à l'UE, notre communauté de valeurs partagées. Parce que les valeurs sont essentielles à l'existence continue de l'UE, cela nous concerne tous lorsque ces valeurs sont violées - à la fois en dehors de l'Europe et plus encore en Europe. C'est la quatrième pensée que je veux partager avec vous aujourd'hui.

C'est pourquoi cela nous inquiète quand on parle en pleine Europe de démocratie illibérale, comme si ce n'était pas une contradiction dans les termes. Nous ne pouvons donc pas rester les bras croisés lorsque les principes de l'État de droit sont violés et que le contrôle démocratique est démantelé. Juste pour que cela soit absolument clair, il ne doit y avoir aucune tolérance en Europe pour le racisme et l'antisémitisme. C'est pourquoi nous soutenons la Commission dans son travail pour l'État de droit. Le Parlement européen suit également le sujet avec une grande attention. Pour cela, je suis très reconnaissant.

Nous ne devons pas hésiter à utiliser tous les moyens à notre disposition pour corriger les manquements. Des sondages montrent qu'une grande majorité du grand public, en Hongrie et en Pologne comme ailleurs, souhaite en fait que l'UE fasse davantage pour défendre la liberté et la démocratie dans leur pays. Ces moyens comprennent la procédure d'État de droit prévue à l'article 7 du TUE. Ici comme ailleurs, il faut sortir des blocages de progrès. Il semble également judicieux de lier systématiquement les paiements au maintien des normes de l'État de droit - comme nous l'avons fait avec le cadre financier 2021-2027 et le Fonds de relance dans la crise du COVID. Et nous devrions donner à la Commission un nouveau moyen d'engager des procédures d'infraction en cas de violation de ce qui nous unit au cœur même : nos valeurs fondamentales, consacrées par nous tous dans le traité UE, de dignité humaine, de liberté,

En même temps, je préférerais que les arguments concernant l'État de droit n'aillent pas jusqu'au tribunal. Ce dont nous avons le plus besoin, à côté de toutes les procédures et sanctions, c'est d'un dialogue ouvert au niveau politique sur les manquements, qui existent dans tous les pays. Le rapport de la Commission sur l'État de droit, avec ses recommandations par pays, fournit une bonne base à cet égard. Nous garderons un œil politique attentif sur la mise en œuvre de ces recommandations et ferons également notre propre ménage. Après tout, la primauté du droit est une valeur fondamentale qui devrait unir notre union. Surtout en cette période où l'autocratie défie nos démocraties, c'est plus important que jamais.

Mesdames et Messieurs, j'ai déjà mentionné les braves étudiants de cette université qui ont déclenché la révolution de velours dans la nuit du 17 novembre 1989. Sur le campus universitaire de la rue Albertov, où leur protestation a commencé, une petite plaque de bronze commémore aujourd'hui le moment. Il comporte deux phrases, et j'espère que ma prononciation est plus ou moins correcte : « Kdy, když ne ted' ? Kdo když ne mon? Quand, sinon maintenant ? Qui, sinon moi ? Prenant la parole aujourd'hui, depuis Prague, je veux crier ces phrases à tous les Européens - à ceux qui vivent déjà dans notre union et à ceux qui, espérons-le, nous rejoindront bientôt. Je veux les crier aux décideurs politiques, mes collègues et homologues, avec qui nous nous débattons au quotidien dans la recherche de solutions à Bruxelles, Strasbourg et nos capitales. Il s'agit de notre avenir, qui s'appelle l'Europe.

Quand, sinon maintenant – alors que la Russie essaie de déplacer la frontière entre liberté et autocratie – poserons-nous les pierres angulaires d'une union élargie de liberté, de sécurité et de démocratie?

Quand, si ce n'est maintenant, créerons-nous une Europe souveraine qui puisse tenir sa place dans un monde multipolaire ? Quand, sinon maintenant, surmonterons-nous les différences qui nous ont entravés et divisés pendant des années ? Qui, si ce n'est nous, peut protéger et défendre les valeurs de l'Europe – tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ?

L'Europe est notre avenir, et cet avenir est entre nos mains.
Merci beaucoup